

WORKING PAPER

6-00

Croissance et emploi dans le secteur des services

Une analyse comparative



**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

Avenue des Arts 47-49
B-1000 Bruxelles
Tél.: (02)507.73.11
Fax: (02)507.73.73
E-mail: contact@plan.be
URL: <http://www.plan.be>

Mary van Overbeke

Août 2000



Croissance et emploi dans le secteur des services

Une analyse comparative

Mary van Overbeke

Août 2000

Ce working paper a été réalisé avec la collaboration de Chantal Kegels pour la construction et le traitement de la banque de données.

Les mesures de taux d'emploi et l'analyse proposée dans le point E ont été réalisées par Koen Hendrickx.

Nos remerciements vont à tous les deux pour leur précieuse collaboration.



Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale.

A cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales.

Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Internet

URL: <http://www.plan.be>

E-mail: contact@plan.be

Publications

Publications récurrentes:

Les perspectives économiques

Le budget économique

Le "Short Term Update"

Planning Papers (les derniers numéros)

L'objet des "Planning Papers" est de diffuser des travaux d'analyse et de recherche du Bureau fédéral du Plan.

86 *Vieillesse démographique et financement de la sécurité sociale: un défi soutenable? - Actes du Colloque organisé par le Bureau fédéral du Plan à Bruxelles, les 2 et 3 décembre 1997*

87 *Les participations publiques dans le secteur marchand en Belgique*
H. Spinnewyn - Février 2000

Working Papers (les derniers numéros)

4/00 *La simplification des procédures administratives pesant sur les entreprises*
Chantal Kegels - Mai 2000

5/00 *A description of the HERMES II model for Belgium*
F. Bossier, I. Bracke, P. Stockman, F. Vanhorebeek - July 2000

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Editeur responsable: Henri Bogaert
Dépôt légal: D/2000/7433/19





Table des Matières

A.	Introduction	1
	1. Le contexte	1
	2. Principales questions	2
	3. Nature des services, nomenclature utilisée et tentative de typologie	3
B.	La place des services dans les économies industrialisées	6
	1. Structure des services marchands en Belgique	8
	2. Niveaux de productivité du travail au sein des branches des services marchands	11
	3. La situation du non marchand	13
C.	La contribution des services à la croissance et à l'emploi depuis 1985 ¹⁴	
	1. En Europe et aux Etats-Unis	14
	2. Belgique: dynamique récente en demi teinte	17
D.	Synthèse: le développement des services marchands en Belgique	19
E.	Quel potentiel réel d'emplois à créer dans les services?	21
F.	Quelques conclusions et perspectives de suivi du travail	27
G.	ANNEXE I: Emploi/habitant	31
H.	ANNEXE 2: Productivité apparente du travail dans les branches des services marchands	32
I.	ANNEXE 3: Constitution de la base de données "Services"	36



Ce document fait suite à une série de questions posées dans différentes enceintes sur le rôle des services dans les économies industrialisées, leur potentiel en terme de création d'emploi et leur contribution à l'émergence d'une "nouvelle économie". Il s'agit d'un document introductif de cette problématique qui fait le point sur la position des différentes branches des services dans l'économie belge et leur évolution récente.

A. Introduction

1. Le contexte

Au cours de ces trente dernières années, les services ont pris une place croissante au sein des économies industrialisées. En Belgique, entre 1970 et 1997, la part des services dans la valeur ajoutée est passée de 55% à près de 73%. Près de 72% des emplois sont aujourd'hui occupés dans le tertiaire marchand et non marchand. Les services ont largement tiré la croissance globale depuis 1970 et absorbé une grande partie de l'emploi perdu dans l'industrie. La contribution à la croissance de la valeur ajoutée nationale atteint 1.8% en moyenne annuelle au cours de cette période, pour une croissance globale de 2.3%. Dans le même temps, 692000 emplois ont été créés dans le secteur tertiaire pour seulement 84000 dans l'ensemble de l'économie belge.

Malgré leur importance, ces secteurs restent mal connus et difficiles à appréhender, notamment en raison de l'hétérogénéité des activités et de la pauvreté des données statistiques. Si globalement, l'évolution des services marchands est grossièrement connue, par contre, les comportements des branches qui les composent sont peu analysés.

Ce large secteur est confronté depuis plusieurs années à des changements structurels qui modifient considérablement les conditions dans lesquelles se développe l'activité:

- 1) Les changements dans l'organisation industrielle du secteur productif, en partie dictés par l'internationalisation des groupes et qui donnent notamment lieu à une externalisation d'un certain nombre d'activités de conseils aux entreprises autrefois menées en leur sein (comptabilité, conseil juridique, management, audit,...);
- 2) Le progrès technique rapide observé en particulier dans les technologies de l'information et de communication, qui permet par exemple de démultiplier les capacités d'échange des connaissances et de produits liés à l'exploitation de l'information, de l'image et du son et qui permet aussi de réduire considérablement les coûts de développement ou d'accès aux réseaux;

- 3) La dérégulation et l'ouverture à la concurrence d'un certain nombre de marchés, parfois considérés comme des monopoles naturels, et jusqu'ici protégés (télécom, énergie, transport public, transport sur route mais aussi services financiers...).

Les conséquences de ces différents mouvements sont à la fois de susciter des nouveaux besoins et d'élargir la gamme des services demandés mais aussi de modifier les conditions de fourniture (ou de production) de ces services, notamment en augmentant la productivité du travail, en créant des opportunités d'économies d'échelle, ou en diminuant les coûts d'entrée sur certains marchés. S'en suivent à la fois une croissance plus forte de l'activité et une réorganisation rapide de la structure de l'offre.

L'expérience américaine de ces dernières années, montre que ce secteur peut être à l'origine de créations d'emploi massives. Certains estiment que l'Europe a pris du retard dans ce domaine et que la réorganisation des marchés est loin d'être accomplie. Ils en déduisent que le potentiel d'emploi à créer dans ces secteurs est considérable. La Commission Européenne a ainsi avancé le chiffre de 300 000 emplois potentiels supplémentaires dans les services en Belgique. Mais le scénario américain est-il reproductible ailleurs et souhaitable?

2. Principales questions

Ces différents éléments nous invitent à nous pencher plus en détail sur ce secteur. Ce document synthétise les résultats d'une analyse macro-sectorielle du secteur et des branches qui le composent. Il fait le point sur le processus de tertiarisation de l'économie belge de ces trente dernières années et analyse d'un peu plus près le comportement des branches des services au cours des dernières années (essentiellement après 1993).

Les questions auxquelles nous avons cherché à répondre peuvent être formulées comme suit:

- 1) Comment les services contribuent-ils à la croissance de l'activité et de l'emploi en Belgique et dans d'autres pays européens ainsi qu'aux Etats-Unis?
- 2) Quelles sont les branches qui connaissent en Belgique un sous-développement de l'emploi ou un manque de productivité?
- 3) Peut-on considérer que ce secteur recèle un potentiel significatif d'emplois?
- 4) Comment se positionnent les "producteurs" belges par rapport à leurs principaux concurrents sur les marchés aujourd'hui en forte croissance?

La démarche adoptée ici vise essentiellement à situer la Belgique par rapport à ses partenaires européens et par rapport aux Etats-Unis et à identifier les segments du marché où s'observent de meilleures et de moins bonnes performances, en terme de valeur ajoutée, d'emploi et de productivité apparente du travail.

D'autres questions ne manquent pas d'intérêt, notamment celles qui portent sur les facteurs qui déterminent les bonnes performances dans ces différentes branches (niveau des coûts, degré de concurrence, niveau d'investissement, organisation et structure des marchés...) ainsi que celles relatives aux coûts sociaux des changements structurels en cours et aux évolutions en matière réglementaire, obligeant les Etats à adapter considérablement leur arsenal juridique et à le rendre de plus en plus flexible. Ces questions ne sont pas abordées à ce stade mais certaines d'entre elles font aujourd'hui l'objet de recherches plus poussées au sein du Bureau fédéral du Plan. Elles s'inscrivent dans un ensemble plus large de questions sur ce secteur tertiaire portant sur les thèmes suivants:

- L'articulation complexe entre l'industrie et les services et le rôle d'entraînement que l'un peut avoir sur l'autre ainsi que leur sensibilité respective aux fluctuations conjoncturelles;
- L'origine de la demande pour les différents types de services, leur base locale et leur place dans les échanges internationaux;
- L'évolution des fonctions d'offre, en particulier, l'organisation des marchés et la structure des entreprises productives (concentration en grandes entreprises ou réseau de PME), la composition des facteurs de production (K-L intensive) et l'évolution de leur productivité.

Ce secteur "services" étant loin de former un ensemble homogène, une analyse pertinente du potentiel de croissance nécessite d'appréhender chaque segment individuellement dans les limites de disponibilité des données. Le point suivant présente les différentes branches qui le composent et propose une typologie de regroupement.

3. Nature des services, nomenclature utilisée et tentative de typologie

La nature d'une activité de services comparée à la production d'un bien a toujours été considérée comme particulière: les services sont le plus souvent de nature immatérielle, impliquant simultanément le producteur et le consommateur. Beaucoup ne sont pas stockables en tant que tel et doivent être consommés à l'endroit de production. Néanmoins cette dichotomie entre biens et services tend à devenir plus floue dans la mesure où certaines nouvelles activités de services comme la réalisation de logiciels ou la production de services médias, consistent à réaliser un produit standardisé commun à plusieurs consommateurs et consommables en temps différé. De même, les produits manufacturés intègrent de plus en plus de services (R&D, design, marketing...). L'interdépendance entre ces deux pôles est donc croissante, le secteur des services étant par ailleurs lui-même consommateur de biens manufacturés et inversement.

Le secteur des services est un secteur hybride composé de branches répondant à des logiques souvent différentes: la branche non marchande qui peut représenter entre 20% (cas de la Belgique) et 35% (cas de la Scandinavie) de l'activité de ce secteur, couvre essentiellement des prestations de nature collective à destination de la population (administration publique, enseignement, santé, autres services non marchands).

Au sein des branches marchandes, la nomenclature du SEC 79 distingue les services de commerce, les hôtels et restaurants, les activités de transport (transport intérieur, transport aérien et maritime, services annexes (manutention, entreposage,...)), les communications (télécommunications et services postaux), et les autres services marchands, qui regroupent les services de location de biens immobiliers¹, les services aux entreprises, services culturels et personnels² ainsi que les services de santé marchands³.

Le changement de nomenclature introduit récemment (SEC 95) modifie cette classification, en particulier dans la manière de traiter les activités à cheval sur le marchand et le non marchand. L'ensemble des services liés à l'éducation et à la santé ont été rassemblés dans des rubriques spécifiques. Les branches "autres services marchands" et "autres services non marchands" ont été éclatées en différents postes. Apparaissent ainsi plus clairement l'éducation, la santé, les autres services personnels et sociaux et les services domestiques mais aussi les activités de services aux entreprises aujourd'hui difficilement identifiables en tant que telles. Les données de comptabilité nationale harmonisées au niveau européen suivant la méthode du SEC95 ne sont malheureusement pas encore disponibles ce qui nous oblige à travailler sur base des données du SEC79. En Belgique, le passage du SEC79 au SEC95 s'accompagne d'une révision des données de base qui, dans certains cas, modifie les niveaux de valeur ajoutée préalablement estimés (voir encadré). Les résultats, présentés supra sur base du SEC79, pourraient donc être considérablement revus par la suite.

Présentation de la banque de données en cours de développement

Les données proviennent essentiellement de la banque de données new Cronos d'EUROSTAT^a. Ces données reprennent à la fois des données de Comptabilité Nationale (CN) (SEC2), des données d'enquête sur les forces de travail (LFS) ainsi que des données de commerce extérieur. Les données de CN sont encore publiées dans la nomenclature SEC 79 alors que le LFS est déjà réalisé sur base du SEC 95.

Les branches reprises: suivant la nomenclature du SEC79, les services marchands se décomposent en 8 branches, les services non marchands en deux branches.

Les enquêtes sur les forces de travail réalisées à partir de la nouvelle nomenclature SEC95 désagrègent les services en 10 branches à partir d'une autre répartition des activités que celle reprise dans le SEC 79.

Les sous ensembles géographiques: des données ont été rassemblées pour 10 pays européens en plus de la Belgique ainsi que pour les USA et le Japon. Des comparaisons sont faites avec un ensemble européen^b construit en fonction des données disponibles ainsi qu'avec des sous ensembles (pays voisins, Scandinavie, pays du Sud) ou avec le Japon et/ou les Etats-Unis.

Les principales variables disponibles: la valeur ajoutée, l'emploi total et salarié, les investissements.

Ultérieurement, le projet devrait exploiter des données collectées au niveau de l'entreprise, disponibles à un niveau de désagrégation plus fin (SBS (Statistiques Structurelles sur les Services) ainsi que données rassemblées pour certaines branches spécifiques).

a. Pour plus de détails, voir annexe 3

b. Eur 10: Allemagne, Autriche, Danemark, Italie, France, Espagne, Pays-Bas, Suède, Finlande, Royaume-Uni; Eur 11: Eur 10 + Belgique; Eur 9: Eur 10-Espagne; Eur 8: Eur 9-Pays-Bas; Fr-De: France-Allemagne; Voisins: Fr-De + Pays-Bas

1. 35.5% de la rubrique "autres services marchands" en Belgique en 1997
2. 45.5% des "autres services marchands". Au sein des services aux entreprises, on distingue les services informatiques et liés, les services professionnels, les services commerciaux, les services techniques, renting and leasing, recrutement et fourniture de personnel, services opérationnels, autres services.
3. 19% des "autres services marchands"

Différentes tentatives de typologie des services ont été établies. Afin de mieux rendre compte des grandes tendances à l'oeuvre, nous proposons de regrouper certaines branches en fonction de la nature des services rendus: des services liés aux échanges de biens et de personnes (transport, commerce, Horeca); des services liés aux échanges de capitaux (banques et assurances); des services liés à l'information et à l'échange de connaissance (communications, services aux entreprises, services culturels), et enfin, les services sociaux et collectifs.

Cette distinction nous semble pertinente car elle établit le lien entre le service demandé et la nature du besoin auquel il est censé répondre: activités de consommation, mobilité des biens, des personnes et des capitaux, besoins d'information et d'expertise externe, demande sociale et collective.

Le nouveau système européen des comptes (SEC95)

Au delà du changement de nomenclature, le passage du SEC79 au SEC95 introduit des modifications importantes dans la méthodologie de mesure des comptes nationaux ce qui peut mener dans certains cas à des réévaluations des valeurs ajoutées par branche et donc du niveau global du PIB. Ceci implique aussi une révision des niveaux de productivité estimés sur base des données du SEC79. Le passage au SEC95 a donné lieu à un relèvement des niveaux de PIB de tous les pays de l'OCDE, qui pour l'année 1996, va de +0.3% pour la Belgique à +7.4% pour la Corée.

En Belgique, ce passage a donné lieu à une révision fondamentale des données de base utilisées pour établir les comptes nationaux ainsi qu'à une extension de celles-ci. Si les montants globaux s'en trouvent peu affectés, la répartition par branche est, par contre, considérablement revue.

Certaines branches des services sont ainsi significativement réévaluées avec l'introduction du SEC95. Deux branches ont été manifestement sur estimées: Horeca et transport. Les corrections sont substantielles avec par exemple, une division par 2 de la valeur ajoutée dans l'horeca. Inversement, les activités financières et les services immobilier et services aux entreprises ont été sous-estimés dans l'ancien mode de calcul de la CN.

VAJ brute à prix courants	Dif en %	Structure (% PIB)	
		SEC79	SEC95
Commerce, réparation	-3.9	13.8	13.2
Hôtels, restaurants	-51	3.1	1.5
Transports, entrepôts et communic. ^a	-25.5	7.8	5.8
Dt communications	+6.0		
Activités financières	+14.2	5.8	6.5
Immobilier, location, services			
Aux entreprises	+33.3	14.3	18.9
Administrations publiques	+7.8	7.1	7.6
Services aux personnes	+1.8	14.7	14.9

a. Au sein de cette branche, la révision la plus importante concerne les services annexes des transports dont la valeur ajoutée serait de 64% inférieure dans le SEC95 à ce qui avait été estimé par le SEC79. A souligner aussi, une baisse de 26% de la valeur ajoutée dans le transport ferroviaire tandis que pour le transport aérien, une hausse de 97% serait observée.
Source: ICN, Comptes Nationaux 1998, Partie III, Comptes détaillés et tableaux.

Il est trop tôt pour tirer des conclusions de ces réévaluations, ces dernières devant aussi être comparées avec les changements apportés dans la CN des autres pays repris sous revue. Les résultats présentés dans ce document provenant de l'exploitation des données du SEC79, ils pourraient donc faire l'objet de modifications importantes lorsque les données du SEC95 seront plus largement exploitables.

Autres problèmes statistiques

La mesure de la valeur ajoutée dans le secteur des services pose plusieurs problèmes qu'il convient de ne pas sous-estimer et qui rendent les mesures de l'output assez imparfaites.

Premièrement, le calcul de la valeur ajoutée dans les services publics ou sociaux est uniquement basé sur les salaires versés aux fonctionnaires et employés des différents secteurs concernés. Il ne prend donc pas en compte l'accroissement de la qualité et de la productivité de ces services, qui devrait se traduire par une augmentation de la valeur ajoutée.

Deuxièmement, le calcul des déflateurs et de l'accroissement réel de valeur ajoutée est complexe: un problème difficile à résoudre est la prise en compte de l'amélioration de la qualité des services rendus et de l'introduction de nouveaux types de services, deux phénomènes fréquents dans des domaines d'activité où le progrès technique est rapide (exemple des services télécoms ou des services aux entreprises). L'appréciation des changements de prix et des changements de qualité est rendue encore plus difficile en cas de baisse des prix ce qui est souvent le cas dans les économies technologiquement dynamiques. Le résultat est souvent une sous-estimation de l'accroissement réel de valeur ajoutée et une surestimation des hausses de prix.

Troisièmement, le calcul des indices de prix n'est pas réalisé de la même manière dans les pays repris dans notre échantillon ce qui rend la comparaison des indices en volume quelque fois délicate. Certains utilisent une année de base qui est revue tous les x années (à une périodicité différente suivant les pays), d'autres utilisent des "chain indices", méthode qui devrait être généralisée par l'adoption du SEC 95.

B. La place des services dans les économies industrialisées

L'OCDE introduit un document intitulé "The service economy"¹ par les constats suivants: "Growth in services has outpaced overall economic growth in the OECD area, a trend which is expected to continue. Services are playing a greater role in business cycles, and knowledge based services linked to information technology may be an important engine in overall growth".

Les services jouent un rôle considérable dans les économies industrialisées, contribuant dans beaucoup de pays pour plus de 70% à la valeur ajoutée nationale et à l'emploi. Au cours des trois dernières décennies, leur croissance a excédé la croissance moyenne de l'activité, en particulier au niveau des services marchands, se traduisant par une importance grandissante de ce secteur. En Belgique, près de 72% des emplois proviennent aujourd'hui des services contre 55% seulement au début des années 1970. Ce phénomène de tertiarisation se poursuit au cours de ces dix dernières années même si il se ralentit sensiblement aux Etats-Unis, signe peut-être d'une nouvelle articulation entre le pôle "services" et le pôle "manufacturier".

1. OECD, Science Technology Industry, "The Service Economy", 2000.

TABLEAU 1 - Importance des services dans la valeur ajoutée (en % de la VAJ à prix courants)

	Services marchands				
	1970	1980	1990	1996	80-96
Belgique	42.5	48.3	55.2	58.8	+10.5
Eur-10	nd	43.7	49.7	54.2	+10.5
Scandinavie	nd	38.8	43.2	45.5	+6.8
Fr-De	38	43.6	49.9	54.8	+11.2
US	47.1	51.2	57.4	54.8	+3.6
	Services non marchands				
Belgique	12.1	16.4	13.4	14.2	-2.2
Eur-10	nd	15.9	16.1	16.1	+0.2
Scandinavie	nd	26.0	23.9	24.5	-1.5
Fr-De	12.4	16.1	15.2	16.2	+0.1
US	18.7	17.8	19.1	18.5	+0.7

Ce sont essentiellement les services marchands qui ont connu ce développement rapide et ainsi largement supplanté l'industrie dans la création de valeur ajoutée. La crise subie par l'industrie manufacturière entre 1970 et 1985 explique aussi une partie de ce phénomène de tertiarisation qui a été nettement plus prononcé en Europe, les Etats-Unis ayant déjà avant 1970, une économie davantage tournée vers les services. En 1980, les services marchands représentaient déjà plus de 50% de la valeur ajoutée aux Etats-Unis pour 43.7% en Europe; en 1996, l'Europe a rejoint les Etats-Unis avec près de 55% de la valeur ajoutée provenant des services marchands.

La progression des services non marchands a été au cours de ces vingt dernières années assez similaire dans les différentes régions de sorte que les différences de niveau observées au départ se sont maintenues: les services non marchands sont nettement plus développés dans les pays scandinaves et ceci depuis le début des années 80. En Belgique, la valeur ajoutée générée par ce type de services a crû moins rapidement que le PIB de sorte que leur part dans la valeur ajoutée a baissé de 2.2 points. La Belgique montre un profil un peu différent que ses voisins européens et à l'opposé des pays scandinaves: des services marchands plus importants à l'inverse des services non marchands qui apparaissent sur base de leur poids dans la valeur ajoutée, moins développés que dans le reste de l'Europe

La productivité du travail est nettement plus faible dans les services non marchands que dans le reste de l'économie. Ceux-ci ont une part de l'emploi sensiblement plus élevée que leur part dans la valeur ajoutée: plus de 20% de l'emploi total en Belgique et plus de 30% en Scandinavie.

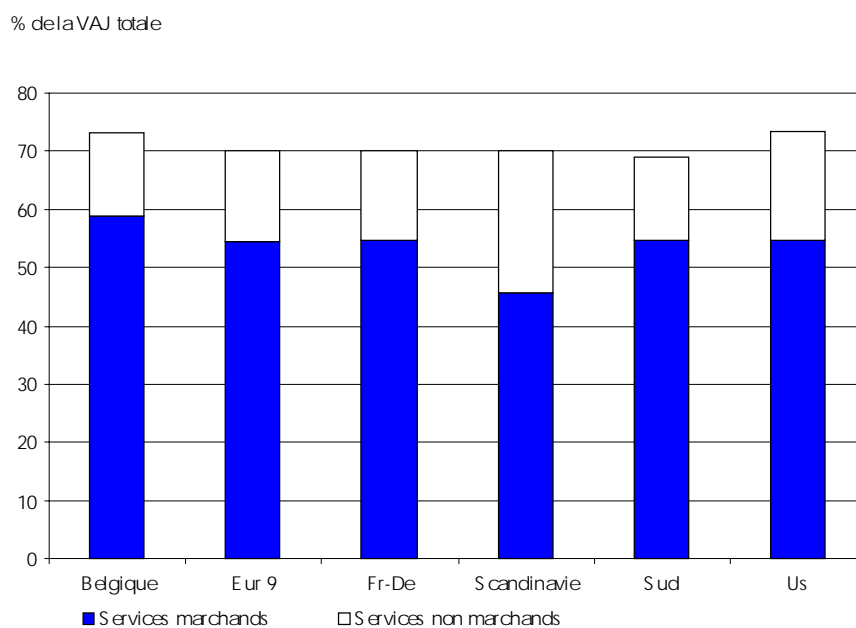
Le tertiaire marchand occupait en 1996 plus de la moitié des emplois existant en Belgique pour un peu plus d'un tiers seulement en 1970.

TABLEAU 2 - Importance des services dans l'emploi (en % de l'emploi total)

	Services marchands				
	1970	1980	1990	1996	80-96
Belgique	36.5	42.1	47.9	50.6	+8.5
Eur-10	nd	36.3	42.2	46.6	+10.3
Scandinavie	nd	32.6	35.3	37.1	+4.5
Fr-De	30.3	34.6	39.1	42.5	+7.9
US	41.8	45.8	51.1	53.3	+7.5
	Services non marchands				
Belgique	18.0	21.7	22.1	21.3	-0.4
Eur-10	nd	19.4	21.5	21.7	+2.3
Scandinavie	nd	27.3	30.8	31.9	+4.6
Fr-De	15.8	19.7	21.9	23.8	+4.1
US	22.9	22.4	22.6	22.4	+0.0

1. Structure des services marchands en Belgique¹

La Belgique est un des pays où les services sont les plus développés, puisqu'ils génèrent aujourd'hui près de 73% de la valeur ajoutée produite par l'ensemble de l'économie, un niveau comparable à celui des Etats-Unis. Les services marchands apportent 59% de la valeur ajoutée soit sensiblement plus que dans le reste de l'Europe ou aux Etats-Unis où leur contribution ne dépasse pas 55%. C'est dire si ce secteur tertiaire marchand est d'une importance cruciale en Belgique. A l'inverse la part prise par le tertiaire non marchand est plus faible.

FIGURE 1 - Valeur ajoutée à prix courants 1996

1. A moins d'indications contraires, les comparaisons ont été réalisées vis-à-vis de Eur 9 (Eur10-NI) ou Eur 8 au niveau des branches (Eur 9-Espagne), un agrégat France-Allemagne représentant les pays voisins (les données harmonisées au niveau des branches ne sont pas disponibles pour les Pays-Bas), Scandinavie (Danemark, Suède, Finlande) et les pays du Sud (Italie, Espagne).

La contribution des services marchands à la valeur ajoutée est donc en Belgique une des plus élevées des pays industrialisés. Cette relative spécialisation de l'économie belge dans les services n'est pas un phénomène nouveau: en 1970 et en 1980, leur part dans la valeur ajoutée était déjà plus importante qu'ailleurs, exception faite des USA.

TABLEAU 3 - Structure de la valeur ajoutée (à prix courants) 1996 et évolution depuis 1980 (en % de la VAJ totale)

	Belgique	Eur 8	Fr-De	Scand	US
Services marchands	58.9	54.2	54.9	45.6	54.7
1980-1996	+10.7	+11.2	+11.1	+6.7	+3.5
<i>Liés à la consommation et aux biens</i>	25.7	19.5	17.7	18.4	20.5
	+1.8	+0.2	-0.4	-0.3	-1.1
Commerce	15.7	12.9	12.2	11.3	14.2
	+1.4	-0.1	-0.1	-0.5	-0.4
Horeca	3.4	2.6	2.1	1.5	3
	+0.8	+0.6	+0.3	+0.1	=
Transport	6.6	4	3.4	5.6	3.3
	-0.4	-0.3	-0.6	+0.1	-0.7
Intérieur	2.2	2.3	1.9	3.2	1.8
Maritime et aérien	0.3	0.5	0.4	1.2	0.8
Services annexes	4.1	1.2	1.1	1.2	0.7
<i>Liés aux capitaux</i>	5.9	5.2	5.1	3.2	5.1
	+1.5	+0.8	+0.3	-0.2	+1.8
<i>Liés à l'information, l'expertise et à la connaissance et autres</i>	27.3	29.5	32.1	24	29.1
	+7.6	+10.2	+11.2	+7.2	+6.5
Communication	2.1	2.3	2.4	2.3	2.6
Autres services marchands dont services aux entreprises, recherche, agences d'intérim,...	25.2 11.5	27.2	29.7	21.7	26.5

Au sein des services marchands, la Belgique apparaît en 1996 fortement spécialisée dans les services "liés à la consommation et aux biens". C'est essentiellement dû à l'importance de la branche "transport" et plus spécifiquement de sa composante "services annexes" (manutention, entreposage) qui peut s'expliquer en partie par la densité des infrastructures de transport sur le territoire belge. Cette activité représente en Belgique plus de 4% de la valeur ajoutée nationale alors qu'ailleurs, cette contribution est proche de 1%. Le commerce et l'horeca¹ occupent une part dans la valeur ajoutée en Belgique supérieure à la moyenne européenne et aux Etats-Unis. On peut parler pour ces deux branches d'une relative spécialisation qui s'est d'ailleurs accrue au cours de ces vingt dernières années.

Autre pôle de spécialisation en Belgique: les services liés aux capitaux, c'est-à-dire les services de crédit et assurance qui représentent près de 6% de la valeur ajoutée en Belgique pour 5.2% en moyenne en Europe et aux Etats-Unis. Cette branche a par ailleurs connu une croissance nettement plus élevée que la croissance globale, augmentant ainsi de manière significative son poids dans le PIB.

1. Cette observation doit être nuancée si on prend en compte les premières estimations des CN en définition SEC95 qui revoient significativement à la baisse la valeur ajoutée produite par cette branche.

A l'inverse, les branches liées aux communications et autres services marchands contribuent relativement plus faiblement à la valeur ajoutée nationale. Rappelons que nous les avons regroupées dans un sous ensemble intitulé "services liés à l'information, l'expertise, la connaissance et autres" afin d'essayer d'isoler les services liés aux TIC (technologies de l'information et de la communication). Ce regroupement reprend néanmoins beaucoup d'autres rubriques qui ne sont pas directement des services TIC, comme les services immobiliers (qui incluent les loyers imputés), les services personnels ainsi que certains services de santé. Il est impossible de se prononcer sur cette base sur l'évolution de ces secteurs spécifiquement reliés aux TIC. Comme partout, la montée des services s'explique pour une très grande partie par cette branche "autres services marchands". Néanmoins, c'est là qu'un retard s'est creusé entre la Belgique et les autres pays européens.

Il nous paraît cependant important de nous pencher sur l'émergence de ces nouvelles activités. Le secteur des TIC semble jouer aujourd'hui un rôle considérable dans le processus de croissance aux Etats-Unis. De nouvelles activités à haut potentiel de croissance émergent dans le secteur des services comme dans le secteur manufacturier. Au delà de cette contribution directe à la valeur ajoutée et à l'emploi, l'utilisation et la diffusion de ces nouvelles technologies ont un impact considérable sur les autres secteurs. En particulier, en relevant le niveau de productivité des facteurs de production, elles déplacent la frontière de production et par là augmentent le niveau de la croissance à long terme et allongent les cycles conjoncturels.

Le secteur TIC est composé de services (essentiellement télécommunications, services aux entreprises et commerce d'ordinateurs) et d'activités industrielles (équipement et composants électroniques). A l'exception de l'Irlande et de certains pays scandinaves, la contribution directe du secteur TIC au PIB et à l'emploi reste faible. Les chiffres pour la Belgique montrent qu'en ce qui concerne les services, l'activité atteint des niveaux comparables à la moyenne européenne. A un niveau plus détaillé, on constate néanmoins que pour ce qui est des services informatiques, seuls le Portugal et l'Espagne se situent derrière la Belgique. Les activités industrielles liées aux TIC sont limitées en Belgique en particulier lorsque l'on compare avec les pays scandinaves. Il n'y a pas de données pour les Etats-Unis dans la banque de données New Cronos. Suivant des chiffres publiés par l'OCDE¹ et basés sur une nomenclature un peu différente de celle reprise ici, l'activité liée aux TIC représente 4.4% du PIB aux Etats-Unis pour 3.8% aux Pays-Bas et 3.5% en France.

1. La banque de données STAN de l'OCDE utilisée pour ces estimations ne couvre pas la Belgique

TABLEAU 4 - Activités dans les secteurs TIC - 1997

	En % de l'emploi			En % de PIB		
	Total	Service	Industrie	Total	Service	Industrie
Belgique	2.5%	2.0%	0.5%	3.8%	3.0%	0.7%
France	2.7%	1.9%	0.8%	3.7%	2.9%	0.9%
Irlande	4.2%	2.1%	2.1%	7.8%	3.4%	4.4%
Italie (1996)	2.1%	1.5%	0.6%	3.2%	2.5%	0.7%
Pays-Bas	3.6%	2.7%	0.9%			1.1%
Autriche	3.8%	2.9%	0.9%	4.6%	3.5%	1.1%
Portugal	1.3%	0.9%	0.4%	3.8%	3.2%	0.6%
Finlande	3.6%	2.1%	1.5%	5.8%	3.1%	2.8%
Suède			1.1%			3.2%
Royaume-Uni			0.8%			1.2%
France-Pays-Bas	2.9%	2.1%	0.8%			0.9%
Scandinavie	3.2%	2.2%	1.0%			2.3%
Europe (données disponibles)	2.5%	1.8%	0.7%	4.0%	3.0%	1.1%

Source: Eurostat - New Cronos (SBS (annual statistics on enterprises)), SEC 2

2. Niveaux de productivité du travail au sein des branches des services marchands

La productivité apparente du travail est sensiblement plus élevée en Belgique que dans le reste des pays européens repris et pour certaines branches comme le commerce, horeca et les transports, plus élevée qu'aux Etats-Unis¹.

TABLEAU 5 - Productivité apparente du travail

(VA à prix constants SPA (Standard de Pouvoir d'Achat) du PIB/ Emploi) Année: 1996

	Belgique	EUR-10	EUR-9	USA
Total Industrie et Services	100	86.4	84.8	115.8
Services Marchands	100	88.4	87.6	105.5
Services Non Marchands	100	97.7	95.2	140.7
Services Marchands par branche	Belgique	EUR-9 ^a	EUR-8 ^b	USA
Récupération, réparation et commerce	100	73.3	72.7	95.1
Restauration et hébergement	100	56.8	54.5	71.5
Transports	100	61.1	60.3	76.0
Communications	100	144.0	141.5	309.7
Services financiers	100	91.6	93.7	128.5
Autres services marchands	100	125.2	123.9	140.7

a. dk, de, fr, it, at, fi, se, uk, nl

b. dk, de, fr, it, at, fi, se, uk,

USA: Les données d'emploi sont en ETP ce qui donne des niveaux de productivité supérieurs à ceux exprimés par unité.

1. Il faut rappeler avant d'aller plus loin, les réserves émises en introduction sur la mesure des niveaux de productivité ainsi que les révisions apportées par l'application du SEC95 dans la CN belge. Les écarts très marqués observés dans certaines branches (transport, communication) pourraient aussi provenir de la manière de mesurer l'output réel en y intégrant des éléments extra-économiques (caractéristiques géographiques,...).

La décomposition par branches des services marchands souligne néanmoins la faible productivité relative de la branche “communications”, dont la productivité est une des plus basses au niveau européen juste après celle du Danemark, et celle des “autres services marchands”, pour laquelle la Belgique n’arrive que devant l’Angleterre et la Suède.

Il n'a pas été possible de distinguer les trois types d'activités composant la branche des transports, en raison de l'absence de données détaillées pour la plupart des pays européens. Cependant, à partir des données pour les quatre pays disponibles (France, Italie, Autriche et Finlande), la bonne performance de la branche transports semble s'expliquer essentiellement par le haut niveau de productivité atteint dans les activités annexes de transports¹.

Les services financiers ont une productivité supérieure à la moyenne européenne, due sans doute à une libéralisation de ces marchés plus précoce que dans la plupart des autres pays. Mais le niveau de productivité y reste inférieur à celui enregistré aux Etats-Unis où la libéralisation de l'activité est plus grande et le développement de nouvelles activités financières plus rapide.

Ces niveaux de productivité élevés peuvent expliquer en partie pourquoi les taux d'emploi sont plus faibles en Belgique, non seulement vis à vis des Etats-Unis mais aussi vis à vis des autres pays européens (voir tableau 13), et ce même dans des branches où la valeur ajoutée y est relativement plus importante comme dans le secteur du commerce et de l'horeca et dans une moindre mesure dans les transports et les services financiers. Les secteurs moins développés en Belgique en terme de valeur ajoutée, essentiellement les communications et les autres services marchands, connaissent par contre des niveaux de productivité du travail sensiblement plus faibles.

Il est difficile sur cette base de conclure à un retard de développement des services marchands au sein de l'économie belge: au contraire, avec une valeur ajoutée qui représente un poids plus élevé qu'aux Etats-Unis et une productivité du travail supérieure à ses voisins européens, le secteur dans son ensemble semble bien positionné. L'analyse par branche permet de nuancer ce propos en pointant deux problèmes: la branche des “**communications**” où la productivité du travail est sensiblement plus basse et la valeur ajoutée moins développée et la branche des “**autres services marchands**” (couvrant entre autres l'immobilier et les services aux entreprises) où le taux d'emploi et le niveau d'emploi par habitant sont alarmants tenant compte du fait que le niveau de productivité du travail y est en moyenne plus bas qu'en Europe et aux Etats-Unis.

1. Belgique = 100, France = 44, Italie = 49, Autriche = 32 et Finlande = 30.

3. La situation du non marchand

Le secteur non marchand ne répond évidemment pas aux mêmes critères que les branches tertiaires marchandes. La part qu'il occupe dans la valeur ajoutée en Belgique est inférieure à celle observée en moyenne en Europe et aux Etats-Unis (voir tableau 1). Le positionnement et la disponibilité de l'offre peuvent s'analyser plus directement à travers les données d'emploi: taux d'emploi et emploi/habitant. Le tableau 6 compare le niveau de l'emploi par habitant en Belgique avec ses voisins et en moyenne en Europe. Les données de taux d'emploi sont présentées dans le tableau 10.

TABLEAU 6 - Emploi/habitant (voir annexe 1)

	Administration publique	Education	Santé et action sociale	Services collectifs, sociaux et personnels
Belgique	3.69	3.39	4.09	1.45
E10	2.89	2.84	4.96	1.90
E3 (NI-Fr-De)	3.59	2.66	4.73	1.86

Le taux d'emploi observé en Belgique dans le secteur non marchand ("services à la collectivité") est plus élevé qu'en moyenne en Europe mais nettement inférieur à celui des USA (20,9% en Belgique pour 25,6% aux USA).

Les USA ont, suivant les données recueillies, un taux d'emploi assez faible dans l'administration publique au sens strict mais largement compensé par relativement plus d'emploi dans l'éducation, la santé et les autres services personnels et sociaux.

La position du secteur non marchand belge se distingue à plusieurs niveaux de celle des autres pays européens. Le nombre d'emploi/habitant est significativement plus élevé dans l'administration publique et l'éducation. Il est par contre sensiblement plus faible dans les branches santé et action sociale ainsi que dans les services collectifs, sociaux et personnels.

Il est difficile, sur base d'une comparaison internationale des niveaux d'emploi, de tirer des conclusions sur le degré de satisfaction des besoins collectifs. Ceux-ci peuvent différer d'un pays à l'autre en fonction par exemple de la structure démographique. De même, la qualité des services offerts peut varier en fonction du niveau d'équipement,

C. La contribution des services à la croissance et à l'emploi depuis 1985

1. En Europe et aux Etats-Unis

Cette partie vise à donner quelques repères sur l'ampleur du phénomène de croissance des services, au cours des années récentes, globalement et au sein des différentes branches, en se basant sur une comparaison entre l'Europe et les USA. Malheureusement les données dont nous disposons ne nous permettent pas de pousser l'analyse au delà de 1996 alors que tout laisse penser que certains des mouvements amorcés au milieu des années 90 se sont encore renforcés depuis.

Entre 1985 et 1996, la croissance annuelle moyenne du PIB en terme réel a été de l'ordre de 3% aux Etats-Unis. Mais la croissance dans l'industrie a été sensiblement plus élevée que dans les services (en raison essentiellement des performances observées entre 1993 et 1996), signe peut-être d'une nouvelle articulation entre industrie et services. En Europe, ce sont encore les services marchands qui ont apporté la plus forte contribution à la croissance (1,7% des 2,3% en moyenne annuelle). La valeur ajoutée à prix constants n'a augmenté que de 1,5% dans l'industrie comparé à une croissance de 3,3% dans les services marchands.

Aux Etats-Unis, la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée dans les services marchands s'est accélérée entre 1993 et 1996. Globalement les performances de l'économie américaine sont nettement meilleures: 4,3% de croissance pour 2,3% en Europe¹. Alors qu'aux Etats-Unis, entre 1993 et 1996, la contribution des services marchands à la croissance a été de 1,9% par an, elle est retombée à 1,5% en Europe.

**TABLEAU 7 - Valeur ajoutée à prix constants et emploi
Taux de croissance annuel moyen**

	Europe (11 pays)		Etats-Unis	
	1985-1996	1993-1996	1985-1996	1993-1996
Valeur ajoutée				
Total des branches (B37)	2.3	2.3	2.9	4.3
Industrie (B03)	1.5	2.3	3.4	9.6
Services (B20+B33)	2.8	2.5	2.1	2.9
Services marchands (B20)	3.3	2.8	2.2	3.6
Emploi				
Total des branches (B37)	0.5	0.2	1.7	2.3
Industrie (B03)	Nd	-1.3	-0.3	0.9
Services (B20+B33)	1.6	1.1	2.3	2.5
Services marchands (B20)	2.1	1.6	2.5	3.0
Emploi net créé (*1000)				
Total des branches (B37)		773		8344
Services (B20+B33)		2977		6838
Services marchands (B20)		3017		5713

Les données d'emploi pour les USA sont exprimées en Equivalent Temps Plein (ETP)

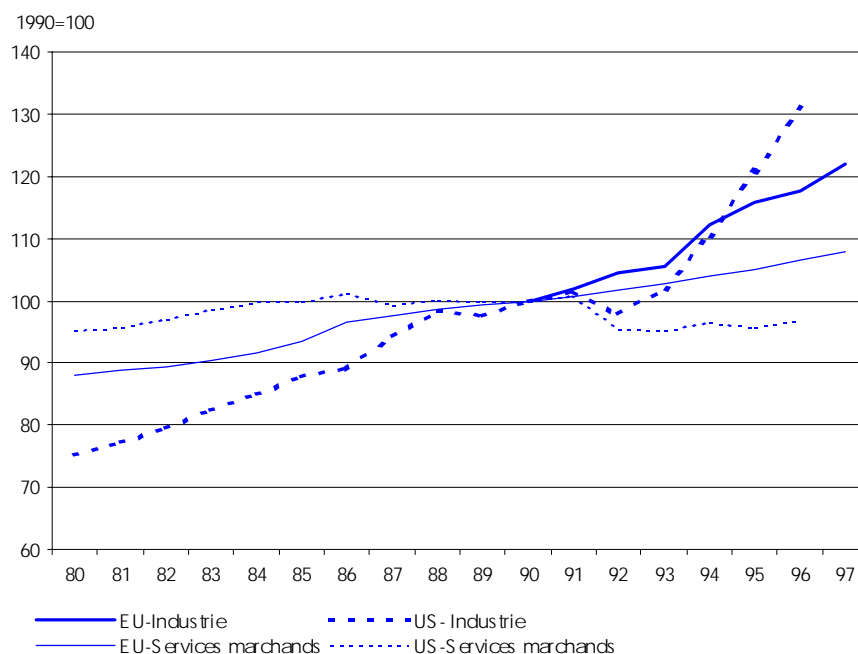
1. Une partie de cet écart US-Eur peut être attribué au décalage des cycles.

La spécificité des services par rapport à l'industrie apparaît essentiellement au niveau de la *création d'emploi* et donc des *gains de productivité*. Aussi bien en Europe qu'aux USA, la productivité apparente du travail évolue globalement plus lentement dans le tertiaire marchand que dans les secteurs industriels.

Entre 1993 et 1996, les services ont été une source majeure de création d'emploi: pour donner un ordre de grandeur, plus de 8 millions d'emplois (ETP) ont été créés aux USA pour l'ensemble de l'économie dont 6.8 millions dans les services (5.7 millions dans les services marchands). En comparaison, dans les 11 pays européens repris, seulement 780 000 emplois supplémentaires (nombre d'emplois) sont venus s'ajouter au total au cours de la même période, grâce à une création nette de près de 3 millions dans les services qui a largement compensé les pertes enregistrées dans l'industrie. Néanmoins, cet accroissement d'emploi dans les services n'équivaut qu'à une croissance annuelle de 1% en Europe pour 2.5% aux USA.

Une des raisons de cet accroissement de l'emploi plus prononcé aux Etats-Unis vient de gains de productivité du travail dans les services inférieurs à ceux réalisés en Europe. La productivité apparente du travail mesurée à partir des données de CN¹ y est plus faible qu'en 1990 alors qu'en Europe, elle a augmenté lentement. Une analyse plus fine par branche met cependant en évidence des comportements assez différenciés d'une branche à l'autre, avec des gains de productivité élevés dans le secteur de la distribution, des télécoms et des services financiers (voir graphiques en annexe 2).

FIGURE 2 - Productivité du travail - us/Europe (10 pays)



1. Il convient de rappeler les réserves émises au départ sur la fiabilité des statistiques.

La situation conjoncturelle est un autre élément qui peut expliquer les écarts de performance. Ce qui frappe lorsque l'on compare les performances des Etats-Unis avec celles de l'Europe, c'est la "transversalité" de la croissance US, qui provient de l'ensemble des segments du tissu économique, et notamment de l'industrie poussée par des gains de productivité extrêmement rapides. La différence majeure en terme de croissance entre ces deux zones dans la période la plus récente vient d'une part des performances de l'industrie, et d'autre part, au sein des services, du comportement des services liés à la consommation et aux biens avec une croissance nettement plus rapide aux Etats-Unis. Celle-ci est en partie le fruit d'un effet d'entraînement d'une dynamique de la consommation plus forte dans un climat conjoncturel plus soutenu.

Les travaux se multiplient sur la compréhension des facteurs qui soutiennent la croissance américaine depuis 9 ans, croissance qui s'est encore accélérée au cours de ces dernières années, remettant en cause les lois des cycles conjoncturels. Ces travaux portent notamment sur le rôle joué par la production et la diffusion des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au niveau de l'offre globale et notamment dans le déplacement de la frontière de production. Si la contribution directe du secteur des TIC à l'output n'est pas énorme (4.4% du PIB US en 1997 selon l'OCDE¹), les effets de diffusion et leur impact sur la productivité du travail dans les secteurs utilisateurs (en premier lieu, les services marchands) sont considérables. Toujours suivant les données de l'OCDE², la croissance annuelle moyenne de l'investissement en TIC a été de 24% aux Etats-Unis entre 1990 et 1996 pour 18% en Allemagne et en Grande Bretagne, deux pays en tête de l'Europe dans ce domaine.

Ces effets d'offre conjugués à des effets de demande expliquent en grande partie la croissance élevée observée dans l'ensemble de l'économie américaine. La demande, en particulier la consommation privée, s'est accrue très significativement en raison d'une baisse substantielle du taux d'épargne permise notamment par les perspectives très favorables du marché du travail et les gains réalisés en Bourse. Parallèlement, les changements techniques et organisationnels mentionnés dans l'introduction ont également contribué à élargir la demande pour certains types de services.

La dynamique interne aux Etats-Unis est donc soutenue par des facteurs qui sont moins présents en Europe. L'Europe a par ailleurs souffert, au cours de la période qui a précédé l'UEM, d'une instabilité des taux de change et des taux d'intérêt, qui explique en partie ses moins bons résultats. Si ces mêmes facteurs, structurels et conjoncturels, venaient à se renforcer en Europe, l'expérience américaine donne une idée de ce qui est susceptible de se produire sur le marché de l'emploi.

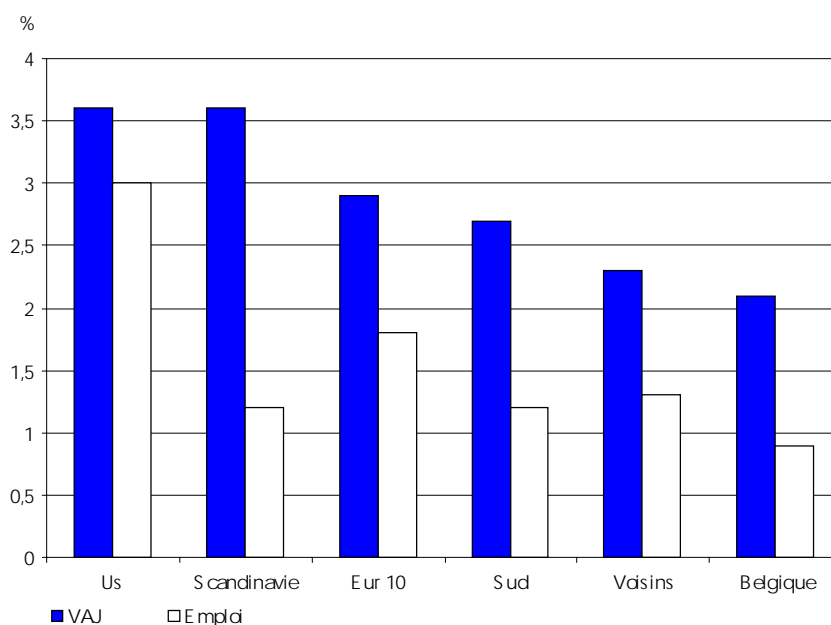
1. OCDE, Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2000, 2000.
2. Schreyer Paul, The contribution of information and communication technology to output growth: a study of the G7 countries, OECD STI working paper 2000/2

2. Belgique: dynamique récente en demi teinte

Si le positionnement des services marchands en Belgique apparaît globalement favorable, la dynamique observée au cours de ces dernières années pose question.

La croissance de la valeur ajoutée produite par les services marchands est largement inférieure à celle observée aux Etats-Unis et dans la plupart des pays européens. Les performances du secteur belge en terme de valeur ajoutée et d'emploi, sont nettement plus faibles que dans plusieurs zones européennes. C'est sans doute en partie dû à un développement antérieur plus marqué que dans ces autres pays européens.

FIGURE 3 - Services marchands
Taux de croissance annuel moyen - 97/93



Néanmoins, la décomposition par branche montre que c'est essentiellement dans les deux branches les plus dynamiques au niveau européen et dans une moindre mesure aux Etats-Unis, les communications et les autres services marchands, que l'activité a augmenté moins rapidement en Belgique. L'Europe fait mieux que se défendre dans ce secteur qui regroupe des activités qui sont pour une part (notamment services aux entreprises et immobilier) à caractère local: la croissance de la valeur ajoutée et de l'emploi y est comparable à celle des Etats-Unis, voire même supérieure entre 1993 et 1996. En Belgique, la croissance de 2.2% de la valeur ajoutée dans la branche "communications" et de 2.6% dans les "autres services marchands" est sensiblement inférieure aux 3.9% observés en moyenne en Europe pour ces deux branches. Il est vrai qu'en terme d'emploi, les performances belges sont plus proches de la moyenne européenne. Mais ceci se traduit par des gains de productivité plus faibles en Belgique. Aux Etats-Unis, les ajustements semblent avoir été plus précoces dans la branche des communications, une baisse de l'emploi de l'ordre de 1% par an ayant été observée entre 1990 et 1993.

Comme souligné précédemment, les écarts de croissance les plus grands entre la zone européenne et les Etats-Unis sont observés dans les services liés à la consommation et aux biens avec une croissance annuelle moyenne de 4.6% entre 1993 et 1996, pour 1.9% en Europe et 1% en Belgique. La croissance de l'activité dans la branche du commerce est donc nettement plus lente en Belgique mais sur la période 1990-1996, les performances belge et européennes se rejoignent en terme de croissance de la valeur ajoutée. A l'inverse, la croissance de l'activité a été nettement plus élevée en Belgique dans le secteur du crédit et assurance et dans une moindre mesure dans l'horeca.

**TABLEAU 8 - Décomposition par branche -
Taux de croissance annuel moyen 1993-1996**

Valeur ajoutée	Belgique	EUR 8	US
Commerce	0.3	1.6	5.0
Horeca	2.4	1.4	4.1
Transport	2	3	3.3
Communication	2.2	5.1	1.9
Crédit et assurance	6	2.2	3.4
Autres services marchands	2.6	3.8	3.1
Emploi	Belgique	EUR 8	US
Commerce	-1.1	0.2	2.7
Horeca	1.3	1.8	2.8
Transport	0.3	-0.6	3.6
Communication	1.6	-2.6	2.2
Crédit et assurance	-0.8	-0.7	0.4
Autres services marchands	3.3	3.9	3.8

Le profil d'évolution de l'emploi dans les branches belges ne suit pas nécessairement les mouvements de la valeur ajoutée, indiquant des ajustements de productivité quelques fois importants. Globalement, les gains de productivité dans les services marchands sont un peu plus élevés en Belgique que pour la moyenne européenne entre 1990 et 1996.

Ainsi, une recherche de gains de productivité s'observe nettement sur les marchés ouverts à la concurrence, en particulier dans la branche "crédit et assurance" où l'emploi a baissé de près de 1% par an alors que la valeur ajoutée augmente de près de 6% par an. C'est aussi le cas, mais de façon moins spectaculaire, dans la branche du commerce et du transport. Ces gains de productivité sont dans ces trois branches supérieurs en Belgique à ceux observés pour Eur8. Une hypothèse à vérifier est qu'ils pourraient être motivés par des niveaux de coûts par unité produite encore trop élevés dans ces branches en Belgique.

Le cas du commerce par exemple est interpellant: avec un poids de plus de 15% dans l'emploi total, les pertes d'emploi de près de 1% par an en moyenne entre 1990 et 1996, se chiffrent à 40000 unités. Rappelons que dans le même temps, tout en sachant que cette situation n'est pas transposable comme telle, la croissance de l'emploi a été de l'ordre de 2.5% par an aux USA dans cette branche avec des gains de productivité comparables à ceux enregistrés en Belgique.

Par contre, dans le secteur des communications où l'emploi a continué d'augmenter en Belgique contrairement à ce qui s'observe en Europe, les gains de productivité sont faibles depuis 1990 alors qu'ils atteignent près de 50% pour l'ensemble des huit pays européens. Manifestement les ajustements réalisés ailleurs ne sont pas encore visibles dans les données disponibles pour la Belgique.

Dans tous les pays, les gains de productivité sont faibles voire inexistantes pour l'ensemble de la rubrique "autres services marchands" (ceux-ci peuvent être sous estimés dans la mesure où la valeur ajoutée à prix constants ne prendrait pas en compte l'augmentation de la qualité et de la technicité des services rendus et serait donc elle-même systématiquement sous estimée).

D. Synthèse: le développement des services marchands en Belgique

TABLEAU 9 - Tableau récapitulatif: Comparaison des branches belges avec les autres pays repris

	Structure (1996)		
	VAJ	Emploi	Niveau Productivité du travail
Commerce	++	=	++
Horeca	++	-	++
Transport	++	+	+
Communication	-	+	---
Crédit et assurance	+	+	==
Autres services marchands	-	+	-

	Croissance 1990-1996		
	VAJ	Emploi	Productivité du travail
Commerce	=	-	+
Horeca	+	==	==
Transport	-	-=	=
Communication	--	+	--
Crédit et assurance	++	-	++
Autres services marchands	-	-	=

= : performances comparables
+ : meilleures
- : moins bonnes

Quelques conclusions peuvent être formulées à ce stade qui peuvent ouvrir la voie à des analyses plus poussées à réaliser par la suite.

- Le secteur des services marchands est globalement favorablement positionné au sein de l'économie belge si on le compare avec la moyenne européenne, voire même avec les Etats-Unis, et ce aussi bien en terme de contribution à la valeur ajoutée qu'en terme de productivité du travail. Néanmoins, les performances en retrait observées au niveau du secteur entre 1993 et 1997 suscitent des interrogations sur la capacité des différentes branches à profiter de la dynamique internationale et, pour les branches plus abritées, sur le développement de la demande locale.

- Dans certaines branches où la concurrence nationale et internationale est importante, une recherche de gains de productivité apparemment plus élevés qu'ailleurs limite le contenu en emploi de la croissance de l'activité. C'est le cas dans les *services financiers* qui connaissent parallèlement une croissance très rapide de la valeur ajoutée et se positionnent comme un point fort des services en Belgique. Les données relatives à l'*horeca* montrent également des performances meilleures que dans les autres pays utilisés pour la comparaison. Les branches du commerce et du transport enregistrent des gains de productivité plus élevés qu'ailleurs mais leurs performances apparaissent moins dynamiques: la croissance de la valeur ajoutée depuis 1993 est faible dans le *commerce* et des pertes d'emploi ont été observées au cours de cette même période. Dans le domaine des *transports*, les performances depuis 1993 en terme de croissance de la valeur ajoutée et de l'emploi sont plus faibles que celles observées ailleurs.
- Deux branches, la *communication* et *les autres services marchands*, montrent des performances qui posent question. Leur poids dans l'économie en terme de valeur ajoutée est inférieur à celui qui s'observe en moyenne en Europe et aux Etats-Unis; les niveaux de productivité sont plus faibles alors que le taux d'emploi, au moins pour le segment "immobilier, services aux entreprises" est en retrait tout comme le ratio emploi/habitant repris dans l'annexe 1; enfin, la croissance de ces dernières années, assez forte, est plus limitée en Belgique. C'est dans ces deux branches que sont inclus les services liés aux TIC. Il n'est pas possible sur base de ces données trop agrégées de tirer des conclusions sur le comportement de ces sous secteurs d'une importance croissante au sein des économies industrialisées. Les premières estimations réalisées sur l'importance des secteurs TIC dans le tissu productif belge montrent qu'au niveau des services, leur développement serait globalement comparable à celui observé chez les voisins. Des travaux complémentaires devraient, dans les prochains mois, être menés au Bureau fédéral du Plan dans ce domaine.

Ce premier positionnement des branches des services belges par rapport à leurs voisins européens appelle une analyse plus approfondie des facteurs déterminants le degré de développement de ces branches. D'une part, elle permettrait de mieux comprendre les conditions d'offre: structure et évolution des marchés belges et internationaux, degré d'ouverture, compétitivité des producteurs belges. D'autre part, elle devrait intégrer une analyse plus poussée des facteurs de demande.

Dans la troisième partie, nous faisons le point sur le potentiel d'emploi à créer dans le secteur des services. Cette analyse se base sur une extrapolation pour la Belgique des taux d'emploi observés par branche, dans d'autres pays industrialisés. Cet exercice touche rapidement aux limites inhérentes à ce type d'extrapolation: il ne permet pas de comprendre et donc dans un certain nombre de cas de justifier, des différences de structures et de niveau de développement de certaines branches. Le processus de spécialisation des économies se poursuit dans un contexte d'ouverture des marchés et mène inévitablement à des différences de structure plus marquées.

E. Quel potentiel réel d'emplois à créer dans les services?

Dans son "Employment Rates Report 1998", la Commission européenne souligne le potentiel d'emplois non-exploité dans le secteur des services en Europe. Son analyse est basée sur une comparaison de taux d'emploi par *branche* (le rapport entre l'emploi dans la branche concernée et l'ensemble de la population en âge de travailler) entre l'Europe et les Etats-Unis (principalement). Plus récemment, la Commission a estimé, pour la Belgique, qu'un potentiel de 300.000 emplois supplémentaires existe dans le secteur des services (Joint Employment Report 1999). Cette estimation se fonde sur une situation hypothétique où les taux d'emploi observés par branche dans un pays ou groupe de pays de référence s'appliqueraient aussi en Belgique.

Dans les paragraphes qui suivent, nous examinons brièvement les niveaux et les évolutions des taux d'emploi par branche en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Partant de cette information, on peut calculer le nombre d'emplois que compterait chaque branche en plus ou en moins en Europe si, par rapport aux zones de référence, un pourcentage aussi élevé de la population en âge de travailler était actif dans la branche en question (tableau 10bis).

Le tableau 10 montre que l'écart entre les taux d'emploi macroéconomiques en Europe et aux Etats-Unis (60,5% contre 74,0% en 1997) est pratiquement identique à la différence de taux d'emploi entre les secteurs des services respectifs (cet écart est significatif pour toutes les branches du secteur des services, à l'exception de la branche des transports). Ce constat est à l'origine de l'affirmation selon laquelle des emplois peuvent principalement être créés dans le secteur des services en Europe. Un taux d'emploi en Europe comparable au taux d'emploi US provoquerait une augmentation de 22% de l'emploi (tableau 10bis), soit 33 millions d'emplois supplémentaires. C'est en effet dans les services que ces emplois se localiseraient: par rapport à la situation actuelle, les services en Europe compteraient 37 millions d'emplois en plus, soit une augmentation de 44% dans la distribution et l'horeca, de 33% dans les services financiers et services aux entreprises et de 42% dans les services collectifs et personnels.

Il est à remarquer qu'un calcul semblable avec le Japon comme zone de référence conduirait à une augmentation similaire de l'emploi mais répartie davantage entre les trois grands secteurs agriculture-industrie-service, la répartition sectorielle de l'emploi y étant beaucoup plus axée sur les secteurs primaire et secondaire qu'aux Etats-Unis.

TABLEAU 10 - Taux d'emploi par branche: USA et Japon versus Union européenne

	1997				1997-1985			
	B	UE-15	USA	JA	B	UE-15	USA	JA
Agriculture	1.3	3.1	2.0	4.1	-0.4	-1.9	-0.1	-2.1
Industrie	15.3	18.2	17.7	24.9	-0.9	-2.3	-1.2	0.2
Services	40.6	39.2	54.2	45.4	5.4	4.9	7.8	5.8
. distribution et horeca	9.6	11.2	16.1	16.9	0.6	0.6	1.1	0.8
. transport	4.3	3.7	4.1	4.7	0.3	0.1	0.4	0.5
. s. financiers et aux entreprises	5.7	6.3	8.4	6.5	1.8	2.2	1.5	1.7
. services à la collectivité	20.9	18.0	25.6	17.4	2.6	2.0	4.7	2.8
Total	57.3	60.5	74.0	74.4	4.2	0.7	6.5	3.8

Source: Employment Rates Report 1998

TABLEAU 10bis -Potentiel d'emploi (+) ou surplus (-) dans l'Union Européenne par branche

	Potentiel d'emploi ou surplus en Europe			
	en mio personnes		en % de l'emploi européen	
	comp. US	comp. Jap	comp. US	comp. Jap
Agriculture	-2,7	2,5	-35,5	32,3
Industrie	-1,2	16,5	-2,7	36,8
Services	36,9	15,3	38,3	15,8
. distribution et horeca	12,1	14,0	43,8	50,9
. transport	1,0	2,5	10,8	27,0
. s. finances et services aux entreprises	5,2	0,5	33,3	3,2
. services à la collectivité	18,7	-1,5	42,2	-3,3
Total	33,2	34,2	22,3	23,0

Source: Employment Rates Report 1998

En 1997, le taux d'emploi en Belgique était toujours en-dessous du niveau de l'Union Européenne (voir ci-dessous pour une analyse détaillée) mais il a progressé de manière beaucoup plus rapide (+ 4,2%), toujours par rapport à l'UE, durant la période 1985-1997 (voir tableau 10). C'est surtout dû à une baisse plus limitée du pourcentage de personnes actives dans les secteurs primaire et secondaire, qui se situait déjà en 1985 à des niveaux nettement inférieurs.

Dans la suite, nous essayons de préciser la position relative de la Belgique au sein de l'Union Européenne¹, partant du fait que les écarts avec les États-Unis sont élevés avec l'ensemble de l'Europe. Nous appliquons le calcul hypothétique que la Commission a réalisé à un certain nombre d'étalons sélectionnés (l'Union européenne dans son ensemble (eu15), un ensemble de pays scandinaves (sc): le Danemark, la Finlande et la Suède; les pays voisins (eu3): la France, les Pays-Bas et l'Allemagne). Enfin, nous formulons quelques observations sur les concepts utilisés et leur interprétation.

1. Les analyses qui suivent sont basées sur l'enquête réalisée annuellement sur les forces de travail (LFS) qui présente des résultats homogènes pour les pays membres de l'UE; les données sont de 1998, dernière année disponible.

En premier lieu, il faut préciser (tableau 11) que les taux de chômage tant en Belgique que dans tous les groupes de référence, se situent en moyenne autour des 10%. Ceci implique que les différences en terme de taux d'emploi s'observent avec la même ampleur au niveau des taux d'activité: en Belgique, le pourcentage de personnes en âge de travailler présentes sur le marché du travail est beaucoup plus faible que dans les pays de référence. L'écart est particulièrement élevé avec les pays scandinaves où le taux d'activité est beaucoup plus élevé qu'en moyenne dans l'Union Européenne: il dépasse les 13 points de pour cent.

TABLEAU 11 - Taux d'emploi macroéconomique (1998)

	eu15	sc	eu3	be
taux d'activité (1)	68.6	76.7	70.6	63.5
100 - taux de chômage (2)	89.8	91.1	89.9	90.7
taux d'emploi (3=1*2)	61.6	69.9	63.4	57.5
. au sein de la catégorie d'âge des 15-24 ans	37.3	42.4	34.1	26.0
. au sein de la catégorie d'âge des 25-49 ans	75.4	80.6	74.5	76.8
. au sein de la catégorie d'âge des 50-64 ans	47.6	64.2	44.9	36.7
population des 15-64 ans/ population de plus de 15 ans (4)	80.9	80.2	81.2	80.1
emplois/population des plus de 15 ans (3*4)	49.8	56.1	51.5	46.1

Source: LFS

Toutefois, les différences au sein de la classe d'âge 25-49 ans sont assez limitées. Le taux d'emploi dans ce groupe de population est plus élevé uniquement dans les pays scandinaves. Les différences sont beaucoup plus marquées chez les jeunes et les personnes âgées de plus de 50 ans. Comme on le sait, en Belgique, le pourcentage de jeunes (niveau de scolarité élevé) et de personnes plus âgées (taux élevé de sorties anticipées), actifs, est peu élevé.

Le tableau 12 reprend la répartition sectorielle de l'emploi total calculée à partir de l'enquête sur les forces de travail. Ces chiffres confirment qu'en Belgique une partie relativement plus importante de l'emploi se situe dans le secteur des services. La part de ce secteur dans l'emploi total est, en moyenne, de 5 points de pour cent plus élevée que dans l'Union ou dans nos pays voisins et de 1,5 point de pour cent plus élevée que dans les pays scandinaves. Par rapport à l'Union européenne et à nos pays voisins, la part à la fois de l'agriculture et de l'industrie est beaucoup plus faible en Belgique. Dans les pays scandinaves, la répartition sectorielle de l'emploi dans les trois principaux secteurs diffère peu de la situation en Belgique en dépit des différences sensibles au niveau du taux d'emploi macroéconomique. Ces constats valent tout autant lorsque l'emploi est exprimé en équivalents temps plein (ETP).

En comparaison avec l'UE et nos pays voisins, le poids relatif plus important du secteur des services en Belgique est lié au poids plus important des branches "transport", "services financiers", "services publics", "enseignement" et "santé". En comparaison avec les pays scandinaves, la part des secteurs "commerce", "horeca", "services financiers", "services publics" est plus grande en Belgique mais elle est contrebalancée par une part plus faible des "services aux entreprises" et surtout par une part beaucoup plus petite de la branche "santé et action sociale". De nouveau, ces constats ne changent pas fondamentalement lorsque l'emploi est mesuré en ETP.

TABLEAU 12 - Répartition sectorielle de l'emploi (1998)

	Personnes				Equivalents temps plein			
	eu15	sc	eu3	be	eu15	sc	eu3	be
Agriculture, chasse, sylviculture, pêche	4.7	4.3	3.4	2.2	4.7	4.2	3.4	2.3
Industrie	29.5	26.6	30.2	27.2	31.3	28.3	32.4	29.0
Services	65.5	69.0	65.9	70.5	63.6	67.2	64.0	68.7
Commerce de gros et de détail; réparations	14.9	12.6	14.2	14.6	14.4	12.0	13.7	14.3
Hôtels et restaurants	4.0	2.7	3.2	3.5	3.7	2.4	2.9	3.1
Transport, entreposage et communications	5.9	7.1	5.8	7.0	6.2	7.3	6.1	7.3
Activités financières	3.4	2.4	3.4	4.4	3.5	2.5	3.5	4.5
Immobilier, location, services aux entreprises	7.8	9.2	8.1	7.2	7.6	9.1	7.9	7.1
Administration publique	7.5	5.5	8.6	9.5	7.8	5.8	9.0	9.6
Education	6.8	7.3	6.4	8.9	6.6	7.2	6.1	8.6
Santé et action sociale	9.4	17.2	10.3	10.8	8.8	16.4	9.6	9.7
Services collectifs, sociaux et personnels	4.5	4.8	4.6	3.9	4.2	4.4	4.3	3.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: LFS

Même si le taux d'emploi macroéconomique est sensiblement plus bas en Belgique qu'en moyenne dans l'Union européenne et chez nos pays voisins (tableau 13: respectivement de 4,1 et 5,9 points de pour cent plus bas), l'orientation de la structure de l'emploi belge, davantage axée sur les services, se traduit par un taux d'emploi dans le secteur global des services un peu plus élevé par rapport à la moyenne européenne. En outre, ce taux n'est inférieur que d'un point de pour cent par rapport au taux moyen dans nos pays voisins.

Dans les pays scandinaves, et toujours en comparaison avec la Belgique, 7,6% de plus de la population en âge de travailler sont absorbés dans le secteur des services, 1,7% de plus dans l'agriculture et 2,9% de plus dans l'industrie. Cette absorption plus marquée dans le secteur des services scandinave s'explique aux trois-quarts par un taux d'emploi beaucoup plus élevé dans les services de santé et d'action sociale (écart de 5,8% par rapport à la Belgique) ainsi que dans les services collectifs, sociaux et personnels. On peut supposer que "le modèle scandinave", caractérisé par des taux d'activité élevés (et un "gender gap" limité), s'est traduit, et a peut-être aussi été stimulé, par une forte externalisation de ce type de services.

En général, le passage d'une mesure en nombre de personnes à une mesure en nombre d'ETP réduit la différence entre les taux d'emploi en Belgique et dans les pays de référence, et ce pour diverses raisons. Premièrement, le pourcentage de salariés travaillant à temps partiel en Belgique était, en 1998, quelque peu inférieur. Deuxièmement, et plus significativement, la part des indépendants dans l'emploi total en Belgique est sensiblement plus grande que dans d'autres pays et le pourcentage d'indépendants travaillant à temps partiel est sensiblement plus bas. Exprimé en ETP, l'écart entre le taux d'emploi macroéconomique en Belgique et le taux d'emploi dans les pays de référence se réduit (de 4,1 points de pour cent à 2,8 points de pour cent par rapport à l'Union européenne; de 5,9 points de pour cent à 3,5 points de pour cent par rapport à nos pays voisins; de 12,4 points de pour cent à 10,0 points de pour cent par rapport aux pays scandinaves).

Etant donné que l'on a surtout recours au travail à temps partiel dans le secteur des services, c'est dans ce secteur que les différences entre les deux mesures sont les plus importantes. Exprimé en ETP, le taux d'emploi dans les services est près d'un point de pour cent plus élevé en Belgique que dans l'Union et est un peu plus élevé également que le taux moyen dans les pays voisins. Les différences les plus marquées au niveau des branches s'observent toujours au niveau des services aux entreprises (taux plus bas en Belgique) et dans l'enseignement (taux plus élevé en Belgique).

TABLEAU 13 - Taux d'emploi par branche (1998)

	Personnes				Equivalents temps plein			
	eu15	sc	eu3	be	eu15	sc	eu3	be
Agriculture, chasse, sylviculture, pêche	2.9	3.0	2.2	1.3	2.6	2.7	1.9	1.2
Industrie	18.1	18.6	19.2	15.7	17.5	17.9	18.3	15.4
Services	40.4	48.2	41.8	40.6	35.5	42.4	36.2	36.4
Commerce de gros et de détail; réparations	9.2	8.8	9.0	8.4	8.1	7.6	7.7	7.6
Hôtels et restaurants	2.5	1.9	2.0	2.0	2.1	1.5	1.6	1.6
Transport, entreposage et communications	3.7	5.0	3.7	4.0	3.5	4.6	3.4	3.9
Activités financières	2.1	1.7	2.2	2.6	2.0	1.6	2.0	2.4
Immobilier, location, services aux entreprises	4.8	6.4	5.2	4.1	4.3	5.7	4.5	3.8
Administration publique	4.6	3.8	5.5	5.5	4.3	3.7	5.1	5.1
Education	4.2	5.1	4.1	5.1	3.7	4.5	3.5	4.6
Santé et action sociale	5.8	12.0	6.5	6.2	4.9	10.4	5.4	5.2
Services collectifs, sociaux et personnels	2.8	3.3	2.9	2.3	2.4	2.8	2.5	2.0
Total	61.6	69.9	63.4	57.5	55.9	63.0	56.6	53.1

Source: LFS

En comparaison avec les pays scandinaves, le taux d'emploi en Belgique dans les services reste 5,9 points de pour cent plus bas, ce qui est principalement dû à un taux d'emploi plus faible dans les services aux entreprises (écart de 1,9 point de pour cent), les soins de santé et les services sociaux (écart de 5,2 points de pour cent). Toutefois, le taux d'emploi en Belgique est sensiblement plus élevé dans les services financiers et dans la fonction publique (respectivement de 0,8 et de 1,4 point de pour cent).

Le tableau 14 reprend les résultats du calcul de potentiel/surplus d'emploi pour la Belgique par rapport aux trois zones de référence. Avec un taux d'emploi comparable aux pays voisins, la Belgique compterait 394.000 emplois (+7%) de plus. Dans le secteur des services, l'emploi serait de 3% plus élevé, de 21% dans l'industrie manufacturière, de 29% dans la construction et enfin de 68% dans l'agriculture. Au sein même du secteur des services, l'emploi progresserait le plus, en termes relatifs, dans les services aux entreprises et aux personnes et régresserait le plus dans les services financiers et dans l'enseignement. Tel qu'il ressort du tableau 14, l'emploi en ETP dans le secteur global des services serait inférieur au niveau actuel.

Si les taux d'emploi des pays scandinaves étaient observés en Belgique, l'emploi y serait supérieur de plus de 800.000 unités. Les trois principaux secteurs verraient leurs effectifs augmenter avec une augmentation de près de 19% tant dans le secteur des services que dans l'industrie. Dans les services aux entreprises et aux personnes, l'emploi serait de 50% supérieur à ce qu'il est aujourd'hui et l'emploi doublerait dans le secteur social marchand.

TABLEAU 14 - Potentiel d'emplois (+) ou surplus (-) par branche, en Belgique, par rapport à une zone de référence

	personnes (en milliers)			en % de l'emploi en Belgique			équivalents temps plein (en milliers)		
	eu15	sc	eu3	eu15	sc	eu3	eu15	sc	eu3
Agriculture, chasse, sylviculture, pêche	108	114	59	125.6	132.1	68.3	95	97	48
Industrie manufacturière	165	195	233	15.7	18.6	22.1	142	167	198
de la construction	100	166	156	13.3	22.2	20.8	84	143	129
Services	64	23	72	25.1	9.2	28.4	58	18	65
Commerce de gros et de détail; réparations	-14	512	80	-0.5	18.8	2.9	-60	398	-17
Hôtels et restaurants	53	25	40	9.4	4.4	7.2	32	1	11
Transport, entreposage et communications	32	-7	2	24.1	-5.1	1.4	28	-9	0
Activités financières	-24	66	-22	-8.8	24.4	-8.1	-29	47	-30
Immobilier, location, services aux entreprises	-30	-57	-25	-17.4	-33.1	-14.8	-29	-54	-27
Administration publique	46	155	69	16.7	55.8	24.9	32	130	46
Education	-60	-111	-1	-16.3	-30.1	-0.4	-52	-96	-2
Santé et action sociale	-62	-2	-71	-18.2	-0.7	-20.8	-60	-2	-74
Services collectifs, sociaux et personnels	-28	390	20	-6.7	93.6	4.9	-16	348	19
Total	35	71	45	22.9	46.7	29.6	23	51	30
Total	272	828	394	7.0	21.5	10.2	188	668	234

Source: LFS

F. Quelques conclusions et perspectives de suivi du travail

Il est clair que les calculs réalisés à partir des taux d'emploi débouchent rapidement sur des conclusions absurdes. Ils ne peuvent constituer qu'une première étape et, dans le meilleur des cas, donner une indication sur les branches qui sont manifestement sous-développées par rapport aux pays voisins. Les facteurs expliquant les différences, entre pays, de taux d'emploi sectoriels sont en effet très divers, surtout pour les branches exposées à la concurrence internationale où l'on peut évidemment s'attendre à une spécialisation des structures productives nationales.

La comparaison des taux d'emploi a plus de sens dans le cas de branches produisant prioritairement pour une demande locale. C'est en principe davantage le cas des services que de l'industrie dans la mesure où traditionnellement, la production de services s'effectue sur le lieu et au moment de la consommation¹. Au sein des services, il faut néanmoins distinguer trois catégories: (1) ceux qui sont ouverts à la concurrence internationale et qui peuvent s'adresser à un marché international (transport routier, service financier, commerce de gros,...); (2) ceux dont les marchés sont abrités mais concurrentiels (services marchands comme commerce de détail, horeca, immobilier, services aux entreprises en grande partie,...) et enfin (3) les services dont les marchés sont également abrités mais non concurrentiels (transport public, santé, éducation,...). Dans le premier cas, les taux d'emploi peuvent diverger pour des raisons de spécialisation internationale et de contraintes de compétitivité sur un marché où les coûts des facteurs de production peuvent être différents d'un pays à l'autre. Dans le deuxième cas, les écarts entre les taux d'emploi peuvent refléter les niveaux de "développement" de la demande locale ou/et des écarts de coûts de production qui peuvent amener les producteurs à atteindre des niveaux différents de productivité du travail afin de maintenir leur rentabilité. Dans le troisième cas, les taux d'emploi vont refléter essentiellement le niveau de "développement" de la demande locale, et dans un certain nombre de cas, des choix de société (par exemple priorité donnée aux soins de santé).

Pour comprendre valablement les différences de taux d'emploi et éventuellement en dégager des conclusions sur le nombre d'emplois potentiels à créer dans chacune des branches, il est donc nécessaire, en fonction du marché concerné, d'analyser

- les différences de niveau de demande finale et ses déterminants (prix relatifs, structure de préférence individuelle, niveau de revenu, niveau du taux d'épargne);
- les déterminants de l'offre (coût unitaire des facteurs de production, contraintes de compétitivité et/ou de rentabilité);
- la durée moyenne du travail qui peut être fonction de contraintes de production ou des préférences de l'offre de travail.

Tous ces éléments peuvent justifier des écarts élevés en terme de taux d'emploi exprimés par unité.

1. Ces caractéristiques tendent néanmoins à changer aujourd'hui notamment dans le cadre des services rendus via internet où l'unicité de lieu disparaît et donc le besoin d'un offreur présent localement.

Partant d'un exemple tel que le secteur "distribution-horeca", il est probable que l'énorme différence entre les Etats-Unis et l'Europe s'explique en partie par un niveau de demande par tête plus élevé aux USA, par des réglementations différentes (par exemple en terme d'heures d'ouverture, de taille des magasins,...) par une durée moyenne du travail plus courte, et par des niveaux de coûts salariaux plus faibles qui permettent d'engager du personnel à productivité plus basse. Tous ces éléments ne sont pas reproductibles en Europe.

Une comparaison des taux d'emploi avec les niveaux de productivité du travail, tel que mesurés infra (tableau 5), qui peuvent refléter des contraintes d'offre, permet d'affiner déjà quelque peu le diagnostic brut établi sur base des seuls taux d'emploi. Au sein des services marchands (voir schéma ci dessous), trois branches ont en Belgique un taux d'emploi inférieur à la moyenne européenne: le commerce, l'horeca et l'immobilier-services aux entreprises. Mais les deux premières branches ont un niveau de productivité du travail plus élevé. Concernant la branche Immobilier-services aux entreprises, la plupart des indicateurs montrent un niveau de productivité faible, une part dans la valeur ajoutée inférieure à la moyenne européenne confirmée par un taux d'emploi plus bas ainsi qu'une croissance plus modérée au cours de ces dernières années. Ceci incite à conclure à un "sous-développement" de cette branche par rapport aux autres pays européens. L'analyse mérite d'être poursuivie sur ce point.

Les branches marchandes qui connaissent un taux d'emploi plus élevé (services financiers, transport, communication) ne sont pas automatiquement mieux ou plus développées. Dans le cas des communications, la productivité plus faible du travail en Belgique suggère que des ajustements en terme d'emploi sont sans doute nécessaires sur un marché où la concurrence s'accroît. Dans le cas de la branche transport, il faut pour tirer des conclusions valables, distinguer le transport routier qui est un marché ouvert à la concurrence, des transports publics et notamment du transport ferroviaire dont les règles de fonctionnement sont très différentes.

Dans le cas des branches non marchandes, on peut considérer, d'une part, la population en âge de travailler comme un indicateur de demande potentielle de services, d'autre part, le taux d'emploi comme un indicateur mesurant le degré de satisfaction de la demande potentielle et tirer des conclusions sur la base d'une comparaison internationale. Par rapport à l'Union Européenne, la Belgique a un taux d'emploi significativement plus élevé dans l'administration publique et dans l'éducation, plus ou moins similaire dans les services de santé et action sociale et en retrait dans les autres services à la collectivité (gestion des déchets, activités associatives diverses, activités récréatives, culturelles et sportives, services personnels).

Toutefois, dans ce domaine là aussi, il est plus pertinent d'établir quels sont les véritables déterminants des différences de taux d'emploi constatées à l'échelle internationale. Ceci implique de comprendre les facteurs qui expliquent les niveaux de production et de productivité effectifs. La demande effective dépendra notamment de la structure d'âge de l'ensemble de la population (évidente dans le cas de l'enseignement et des soins de santé), des préférences individuelles et collectives et des prix relatifs sur le marché.

Secteur MARCHAND Productivité du travail > EU8	Commerce-réparation Horeca	Services financiers Transport
	Locations de biens, Services aux entreprises et aux personnes	Communication
<EU8		
Secteur NON MARCHAND	Autres services à la collectivité	Administration publique Education Santé et œuvres sociales
	<EU15	>EU15
		Taux d'emploi

Dans tous les cas, les informations données par les taux d'emploi sont de nature statique. Chacune des branches est insérée dans une dynamique propre qu'il faut pouvoir appréhender parallèlement. Cette dynamique est fonction des conditions propres au marché belge mais également fonction des changements structurels en cours sur le plan technique et sur le plan de l'organisation des marchés. Le tableau qui suit présente une rapide synthèse du positionnement des branches des services en Belgique et indique les principaux enjeux qui modifient les conditions dans lesquelles se développe l'activité aujourd'hui dans chacune des branches.

Pour appréhender le potentiel de croissance et d'emploi du secteur des services en Belgique, l'analyse introductive menée ici devrait se poursuivre à travers une analyse plus approfondie de chacune des branches qui porterait à la fois sur les conditions d'offre et sur les déterminants de la demande, en tenant compte des changements techniques et économiques en cours sur ces marchés. Il serait particulièrement intéressant de partir des branches dont les performances sont moins favorables en Belgique qu'ailleurs et/ou qui connaissent des changements structurels importants et qui sont particulièrement sensibles aux règlements des autorités publiques:

- les communications (télécoms, postes) avec en filigrane toute la problématique du développement des industries de réseau,
- les transports (dans ses différentes composantes publiques-privées et leur interconnection),
- les services aux entreprises avec un accent particulier à ceux liés aux TIC;
- les services financiers;
- Le secteur de l'énergie en tant que "public utilities".

TABLEAU 15 - Dynamique des marchés et position belge

Branches	Position belge	Enjeux internationaux
Commerce	Perte d'emploi importante due à une activité peu soutenue et des gains de productivité plus importants qu'ailleurs en Europe	E-commerce (réorganisation du travail) Gains de productivité attendus des progrès technologiques Limitation des restrictions à l'entrée Ouverture des échanges dans le commerce de gros
Horeca	Niveaux de productivité élevés (mais attention à une éventuelle révision des données de CN)	
Transport	Spécialisation dans les services annexes Croissance récente plus modérée (problèmes de compétitivité?)	Levée des barrières à l'entrée dans le transport aérien Concurrence accrue en terme de localisation des firmes Libéralisation partielle des services de transport au public
Communication	Faible niveau de productivité Croissance lente Pas d'ajustement observé en terme d'emploi	Intégration des progrès technologiques rapides Emergence de nouveaux secteurs d'activité Concurrence accrue Baisse des coûts à l'entrée Elargissement de la gamme de services offerts Diffusion dans les autres secteurs
Services financiers	Ouverture du marché au début des années 90 suivie d'une restructuration du secteur (fusion, concentration) et d'une croissance très rapide de l'activité	E-commerce Renforcement de la concurrence sur un marché plus ouvert avec une mobilité des capitaux croissante UEM Organisation de l'offre (fusions, concentration,...)
Autres services marchands	Faible développement Productivité du travail basse Croissance récente plus lente qu'en Europe	Importance croissante des services aux entreprises comme facteur de compétitivité des entreprises Externalisation des services Evolution de la productivité et potentiel de création d'emploi Développement de nouveaux marchés (médias, network, développement et échanges des connaissances...) Internationalisation des services aux entreprises et levée des barrières aux échanges

G. ANNEXE I: Emploi/habitant

	Belgium	E10	E3
Total	37.73	42.05	42.34
Electricity, gas and water supply	0.33	0.36	0.34
Services	26.34	28.03	28.25
Wholesale and retail trade; repair	5.40	6.07	6.15
Hotels and restaurants	1.28	1.61	1.36
Transport, storage and communication	2.80	2.65	2.45
Financial intermediation	1.54	1.39	1.42
Real estate, renting and business activities	2.44	3.39	3.61
Public administration	3.69	2.89	3.59
Education	3.39	2.84	2.66
Health and social work	4.09	4.96	4.73
Other Community	1.45	1.90	1.86

Source: LFS

H. ANNEXE 2: Productivité apparente du travail dans les branches des services marchands

FIGURE 4 - Services marchands

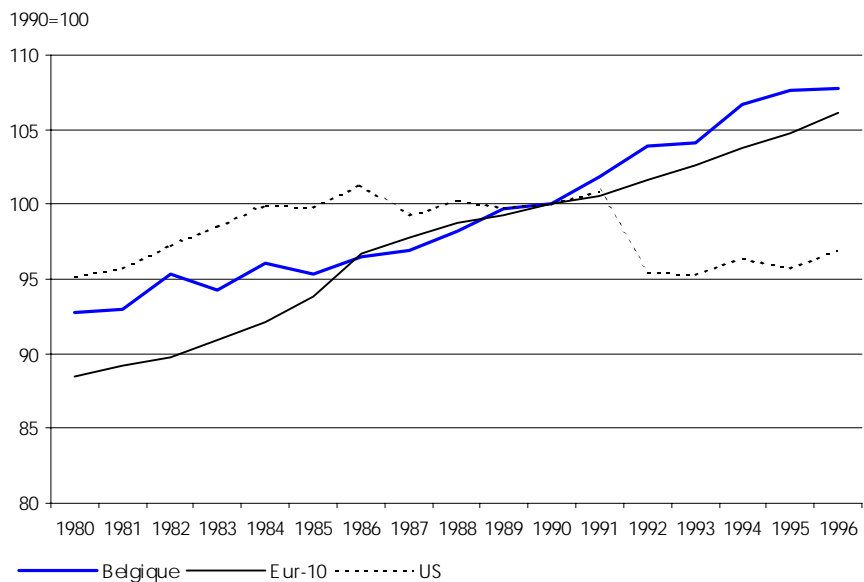


FIGURE 5 - Commerce

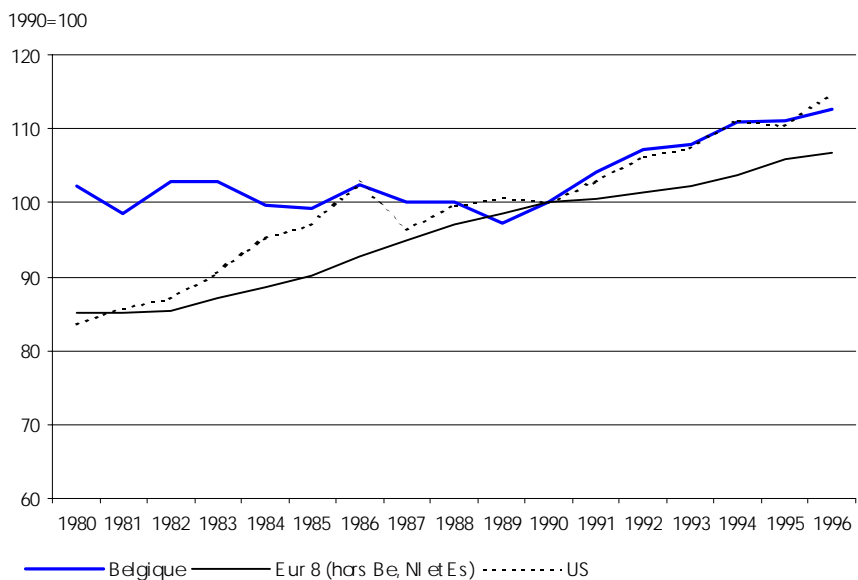


FIGURE 6 - Horeca

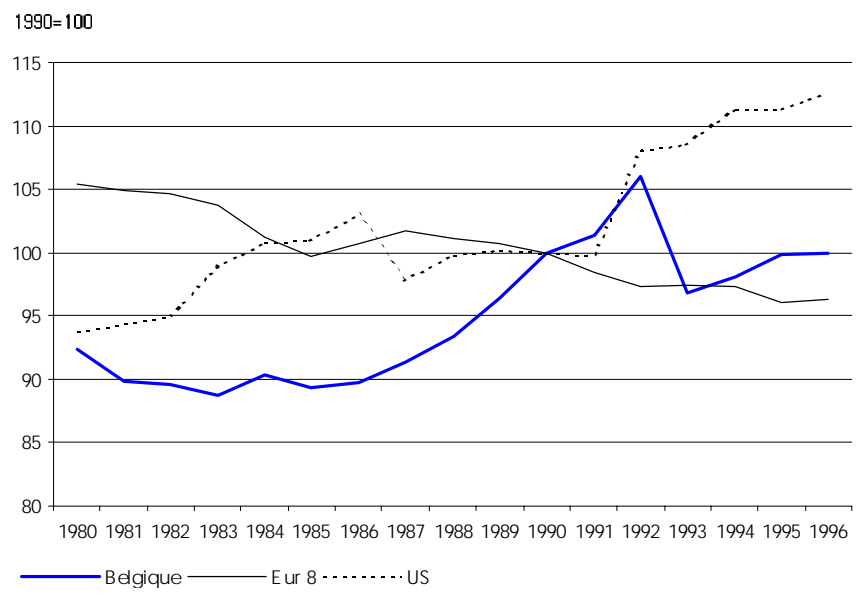


FIGURE 7 - Transport

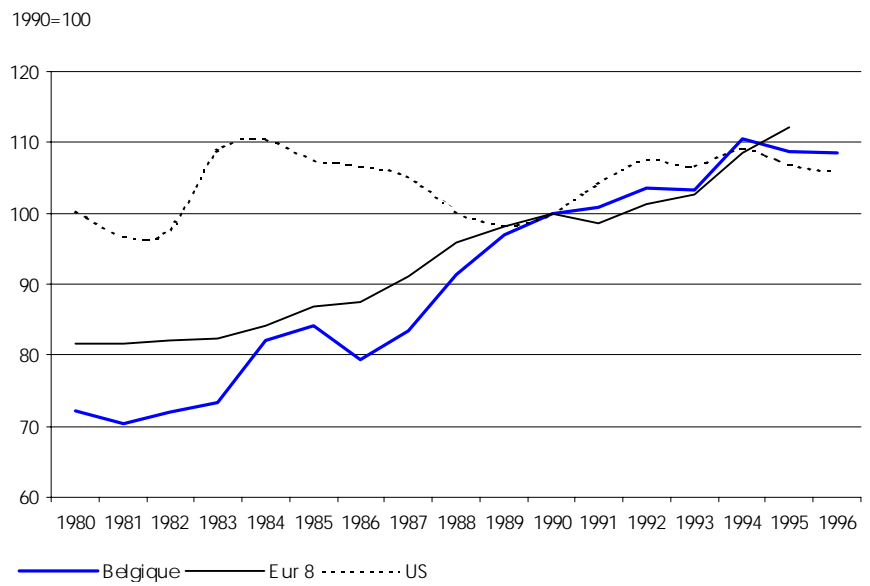


FIGURE 8 - Communication

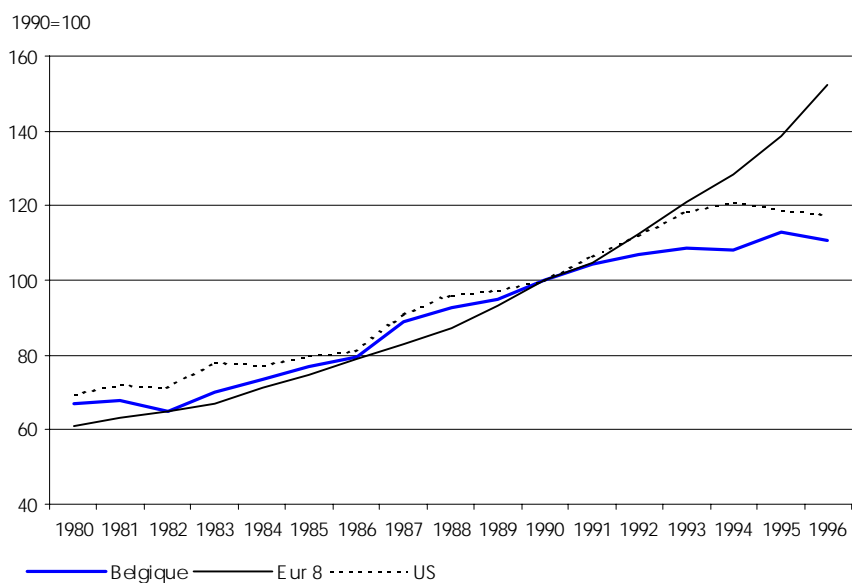


FIGURE 9 - Crédit et assurance

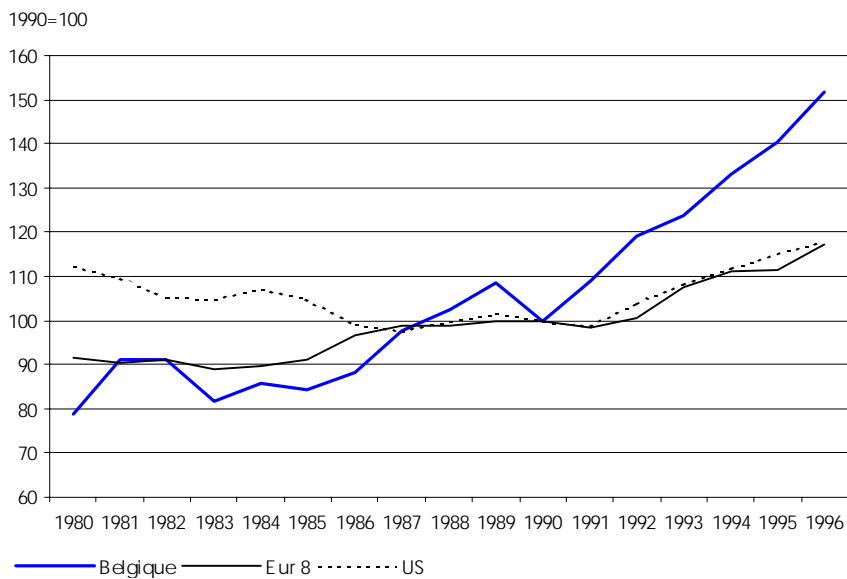
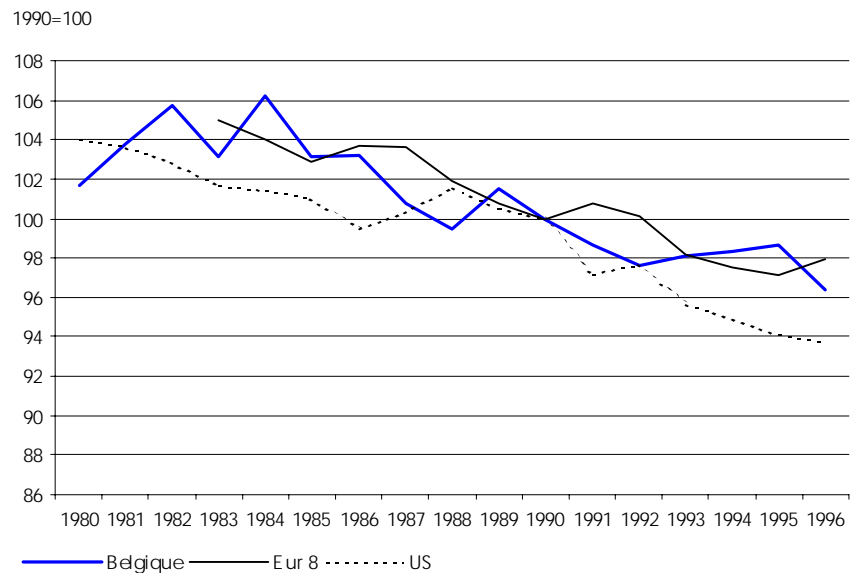


FIGURE 10 - Autres services marchands



I. ANNEXE 3: Constitution de la base de données “Services”

La base de données contient les informations concernant l’emploi et la valeur ajoutée dans les secteurs des services pour les pays suivants¹:

- La Belgique
- L’Allemagne
- Les Pays-Bas
- Le Royaume-Uni
- La France
- L’Italie
- L’Espagne
- L’Autriche
- La Finlande
- La Suède
- Le Danemark
- Les Etats-Unis
- Le Japon

Ces informations proviennent de la base de données de Eurostat, New Cronos (SEC2). Dans cette base, la ventilation des secteurs des services s’opère de la façon suivante:

- **B20: Services marchands**
- B22: Récupération, réparation et services de commerce
- B23: Services de restauration et d’hébergement
- B24: Services de transports intérieurs
- B25: Services de transports maritimes et aériens
- B26: Services annexes de transport
- B27: Services de communication
- B28: Services des institutions de crédit et d’assurances
- B29: Autres services marchands
- **B33: Services non marchands**
- B35: Services des administrations publiques
- B36: Autres services non marchands
- **B37: Total des branches**
- B31: Production imputée aux services bancaires
- **B40: Valeur ajoutée au prix du marché**

Les données d’emploi sont en principe basées sur le nombre de personnes occupées. La valeur ajoutée est calculée aux prix du marché², en Euro, à prix courants pour l’analyse de la structure, à prix constants pour l’analyse de la croissance. Pour mesurer les niveaux de productivité, les données en SPA du PIB ont été utilisées.

La période d’analyse choisie s’étend de 1970 à 1997.

1. Quatre pays ont été exclus en raison des problèmes de disponibilité de données: la Grèce, l’Irlande, le Luxembourg et le Portugal.
2. Les données aux coûts des facteurs étant très incomplètes.

Harmonisation des données

Plusieurs problèmes se sont posés pour l'exploitation de ces données, qui ont donné lieu à des corrections quand c'était possible.

Les données de *l'Espagne* par branche étant très incomplètes, ce pays n'a pas été repris dans l'ensemble européen à ce niveau de désagrégation.

Pour le *Royaume Uni*, deux problèmes se posaient:

- Les données d'emploi par branche dans les services ne couvrent que les années 90-91;
- Les données de valeur ajoutée à prix constants démarrent en 1983.

Pour compléter les données d'emploi, nous avons comparé les données de new cronos avec les données ISDB afin d'obtenir des ratios pour les deux années communes. Sur base de la moyenne de ces ratios, nous avons corrigé les chiffres ISDB afin d'obtenir une estimation new cronos.

Concernant la valeur ajoutée, une extrapolation a été faite sur la période 1980-1982, pour les branches des services marchands (excepté les autres services marchands), sur base des données contenues dans la banque ISDB de l'OCDE¹.

Les données des *Pays-Bas* présentaient deux types de problèmes:

- Une rupture de série en 1987 et en 1996, due à des changements de méthodologie, qui n'ont pas été répercutés sur les chiffres antérieurs (pas de données disponibles avant);
- Des données d'emploi exprimées en ETP.

Le premier problème n'a été que partiellement résolu: sur base de données transmises par le CPB, une série a pu être reconstruite² à partir de 1980 pour les services marchands et les services non marchands. Ceci n'a pu être fait pour les différentes branches.

Les données d'emploi ont été corrigées sur base d'informations très désagrégées transmises par le CPB: des séries reprenant le nombre de personnes occupées dans les différentes branches des services ont été reconstruites depuis 1980 jusqu'à 1998.

1. Les taux de croissance des deux séries ont été comparés. N'étant pas trop divergents, ceux observés de 1980 à 1982 pour les séries OCDE ont été appliqués aux séries NC.

2. La correction a été réalisée en comparant les données 1987 de NC et du CPB, en calculant sur cette base un coefficient de correction appliqué à la série du CPB de 1980 à 1986, ainsi rendue comparable aux données 1987-1997 contenues dans NC.

Pour l'*Allemagne*, NC ne contient aucune donnée sur le secteur des transports tandis que pour la *Suède*, seules les données de valeur ajoutée sont disponibles pour cette branche. Par différence et sur base des données disponibles dans ISDB, des séries ont été recalculées pour l'ensemble de la branche "transport", sans pouvoir faire de distinction entre les trois composantes de cette branche.

Pour le *Danemark*, les données sont manquantes à partir de 1993 pour les secteurs transports, autres services marchands et récupération et réparation et services de commerce. Pour résoudre ce problème, nous avons extrapolé les taux de croissance de ces mêmes branches reconstruites dans ISDB.

Pour l'Italie et les Etats-Unis, les données d'emploi sont exprimées en ETP. Aucune correction n'a pu être apportée.

Enfin, la branche services non marchands n'a pas été détaillée car peu de pays offraient une distinction entre administration publique et autres services non marchands.

Organisation de la banque de données IODE

Code pays:

AT: Autriche
BE: Belgique
DE: Allemagne
DK: Danemark
ES: Espagne
FI: Finlande
FR: France
IT: Italie
JP: Japon
NL: Pays-Bas
SE: Suède
UK: Royaume-Uni
US: USA

Sous ensemble géographique:

E10: AT+DE+DK+ES+FI+FR+IT+NL+SE+UK
E90: E10-NL
E9: E10-ES
E8: E9-NL
E7: E8-DK
E3: DE+FR+NL
E2: DE+FR
ND: DK+FI+SE
SUD: ES+IT
USJ: US+JP

EU: reprend les données européennes disponibles (E10-9-8+BE)

WO: données disponibles pour tous les pays repris dans la base (EU+USJ)

Variables:

- VMUEBxx: Valeur ajoutée aux prix du marché à prix courants (Euro) par branche xx
- VMUEPxx: Poids (%) de la branche xx dans la valeur ajoutée totale à prix courants (Euro)
- VMOEBxx: Valeur ajoutée aux prix du marché à prix constants (Euro) par branche xx
- VMOEPxx: Poids (%) de la branche xx dans la valeur ajoutée totale à prix constants (Euro)
- NTOTBxx: Emploi total dans la branche xx
- NTOTPxx: Poids (%) de la branche xx dans l'emploi total
- PRODxx: Productivité apparente du travail dans la branche xx ($VMOEB_{xx}/NTOTB_{xx}$)

Branches calculées¹:

- 240: Ensemble des transports (24+25+26)
- 24: Transport intérieur
- 25: Transport maritime et aérien
- 26: Services annexes des transports
- BS: Services liés à la consommation et aux échanges de biens (22+23+240)
- CA: Services liés aux échanges de capitaux (28)
- IT: Services liés à l'information et à la connaissance (27+29)
- SR: Services totaux (20+33)

1. Les codes xxD reprennent la variable "ajustement"

